



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Mobilisons-nous le 7 septembre et après

En refusant de nommer un ou une Premier·e ministre du Nouveau Front Populaire, l'objectif de Macron est clair : faire que rien ne change et trouver une coalition parlementaire lui permettant de continuer sa politique de casse sociale et démocratique au service du capital. Attal, Premier ministre «démision-naire», prépare en coulisse un budget d'austérité : coupes dans les services publics, réduction du budget du travail de 3 milliards d'€ (dont la suppression de l'allocation de solidarité spécifique)...

Dans ce contexte, ENSEMBLE! considère que la mobilisation sociale et citoyenne est indispensable pour imposer la mise en œuvre des mesures d'urgence sociale proposées par le NFP. Un large front rassemblant syndicats, mouvements associatifs, mouvements ou rassemblements citoyens et forces de gauche est plus nécessaire que jamais pour changer le rapport de forces. Quel que soit le gouvernement, faisons vivre le Nouveau Front Populaire et construisons partout des assemblées populaires et citoyennes locales associant toutes les forces, toutes les citoyennes et tous les citoyens capables de peser ensemble pour un véritable changement de société.

Le 7 septembre sera une première étape avant d'autres manifestations et initiatives, particulièrement la mobilisation syndicale du 1er octobre.

**Tous et toutes dans la rue
le 7 septembre !**

Nos responsabilités

Si le Nouveau Front Populaire n'a pas été majoritaire dans les urnes et ne l'est pas à l'Assemblée, des propositions majeures de son programme bénéficient d'un large soutien dans la population : annulation de la contre-réforme des retraites, augmentation des bas salaires, réorientation de la fiscalité...

Les politiques libérales menées depuis des décennies avec leur cortège de régressions sociales et de dérives autoritaires - encore aggravées depuis l'élection de Macron - sont de plus en plus rejetées dans le Pays. C'est bien la question d'une autre répartition des richesses, de prendre l'argent là où il est, qui s'invite de façon urgente dans le débat politique.

Le MEDEF, les instances de l'union Européenne, une bonne partie des médias appellent à des "compromis" qui ne seraient que le nouvel habillage d'une politique inchangée.

Les responsabilités de la gauche, sociale et politique, sont donc considérables.

Il s'agit bien sur de répondre aux attentes immédiates des classes populaires, en termes de pouvoir de vivre et de restauration des services publics ; mais aussi de tracer la perspective d'un avenir désirable pour le plus grand nombre, indispensable pour faire refluer la menace néo-fasciste que représente le RN.

Ni compromissions ni gesticulations : il faut conforter, enraciner l'unité, mener le combat sur le terrain politique et dans toutes les mobilisations.

- construire l'unité à la base, avec des assemblées du Front Populaire dans les villes et villages pour enraciner la gauche, retrouver le goût du collectif, être utiles à la population en dehors des temps électoraux
- consolider l'unité au sommet, car aucune formation politique ne peut avoir l'illusion de gagner seule. La dislocation du NFP enterrerait pour longtemps toute perspective de transformation progressiste, pour le plus grand bénéfice du RN
- élargir l'unité, bien au delà des quartiers et villes déjà acquis à la gauche, notamment dans les régions où le RN est parvenu à capter une partie de la colère
- appuyer, développer, toutes les mobilisations populaires, écologistes, citoyennes, sociales. Préparons les mobilisations syndicales et associatives à venir.

Pour partager les richesses, en finir avec les discriminations et préserver la planète, il n'y a pas d'autre solution que notre unité et nos mobilisations!

DÉCEMBRE 2024:
NOUVELLE CONSULTATION
D' E. MACRON



Appel aux Assemblées Populaires du Nouveau Front Populaire

Dans la foulée des élections des 30 juin et 7 juillet, a été lancé un appel à des assemblées populaires du Nouveau Front Populaire (<https://assemblees-frontpopulaire.fr>). Cet appel a recueilli de l'ordre de 2000 signatures. Une première réunion nationale s'est déroulée en visio le 22 juillet. La capacité étant limitée à 100 personnes, beaucoup n'ont pu se connecter. Nous publions l'essentiel du témoignage d'un camarade qui a pu suivre les débats

Dès l'introduction aux débats, l'objectif a été rappelé que l'objectif n'était pas de soutenir tel ou telle candidat.e ou personnalité politique mais de co-organiser et faire en sorte que les assemblées populaires se développent partout en France, au-delà des élections.

Au-delà des tensions entre les partis, comment conserver l'unité et préserver la continuité des actions communes? Quel outil mettre en place pour recueillir les initiatives locales? La notion d'archipel a souvent été citée pour donner à construire une « centralisation » qui reste horizontale. La primauté à « la base » a été réaffirmée par tou-te-s.

Un certain nombre de collectifs créés pour la NUPES en 2022 ont poursuivi leur action en 2024 avec le NFP. Le rapport aux partis y semble divers.

Plusieurs demandes et propositions ont porté sur les outils à mobiliser pour décider collectivement, pour que « les sans voix puissent parler et exprimer des revendications », en particulier les jeunes des quartiers populaires qui se sont mobilisés dans la campagne et toutes les personnes « hors partis ».

Une discussion a porté sur l'avenir du NFP, sa capacité à durer et -partant- ce que deviendraient les assemblées populaires

citoyennes s'il implorait ou intégrait le gouvernement. Nombre d'interventions ont insisté sur l'impératif d'égalité entre participant-es, le respect des diversités et des points de vue. Quelques unes ont abordé la question de l'APRES (ne fait-il pas double emploi avec le « collectif » des assemblées?)

Plusieurs orientations pratique ont été retenues :

- Une demande auprès des partis pour organiser des débats avec le « collectif » des assemblées populaires lors de leurs Universités d'été.
- Favoriser l'échange et les contacts, étudier une cartographie des assemblées.
- Prendre en compte les diversités de territoires.
- Installer des groupes de travail (un formulaire sera envoyé pour s'inscrire)
- organiser des rencontres pendant la Fête de l'Huma

Chacun.e a convenu de la nécessité de faire vivre ces assemblées, d'en créer d'autres, de « faire fourmiller » les initiatives en veillant à ce qu'elles se complètent sans se concurrencer.

Au final, une rencontre plutôt positive, dynamique, qui n'a rien caché des attentes – fortes – ni des inquiétudes.

La Cisjordanie s'embrase !

Voilà onze mois que l'État colonial israélien mène une guerre génocidaire à Gaza contre le peuple palestinien. Depuis le 29 août, elle a pris une nouvelle dimension en Cisjordanie avec le lancement d'attaques des Forces d'occupation israélienne contre les camps de réfugié.es de Jénine, Toubas et Nour Shams à Tulkarem, avec une brutalité inédite depuis la répression de la seconde Intifada de 2000 à 2004 : des dizaines de tué.es et de blessé.es; destruction des infrastructures (routes, lignes électriques, conduites d'eau et égouts); arrestations; interrogatoires de masse; fouilles des maisons; blocages d'hôpitaux et de centres de soins; détentions des personnels médicaux; appels aux habitants à quitter leurs maisons...

Prétextant l'éradication des groupes de la résistance palestinienne, le but réel est de redéployer l'armée d'occupation israélienne dans cette région, prélude à l'amplification de la colonisation des territoires occupés et leur soumission juridique aux organisations de colons israéliens armés et financés par leur gouvernement.

Cette opération s'inscrit dans la continuité du nettoyage ethnique en cours depuis 1948 et amplifié depuis le 7 octobre. Et le désir de B. Smotrich, ministre des Finances, est bien d'effacer les Palestiniens de leur terre. Va-t-on alors assister bientôt en Cisjordanie à une 3ème Intifada ?

Pourtant, la Cour Internationale de Justice a bien statué le 19 juillet que l'occupation par Israël du territoire palestinien est illégale et qu'elle doit cesser le plus rapidement possible. Mais aucun de ses alliés ni soutiens inconditionnels (États-Unis, Royaume Uni, France, Union Européenne) n'a émis l'intention de le contraindre à mettre fin à cette occupation. Ils portent ainsi une lourde responsabilité par leur silence, leur inaction et leur refus de sanctionner Israël, et se rendent complices de tous ses crimes de guerre, ses crimes contre l'humanité et de non prévention de génocide ainsi que de l'occupation illégale de la Palestine.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmovvnt



Mouvт_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

